

FEMMES ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE au Sahel et en Afrique de l'Ouest



28 septembre - 9 octobre 2020

DISCUSSION EN LIGNE



© mbrand85

CONTEXTE

Le Centre de développement de l'OCDE et le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest collaborent avec l'Agence française de développement (AFD), le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et le G5 Sahel pour organiser une discussion interactive sur la plateforme [Wikigender](#) sur le thème « Femmes et sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest : vers une approche intégrant l'égalité femmes-hommes ».

Les femmes jouent un rôle central dans un large éventail d'activités qui sous-tendent la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elles sont le moteur de l'économie alimentaire du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Les deux tiers des femmes employées travaillent dans le système alimentaire, représentant la moitié de la main-d'œuvre. Elles dominent les segments non agricoles des chaînes de valeur alimentaires, y compris la transformation et la vente de produits alimentaires ainsi que la restauration de rue. Elles sont également des acteurs importants dans le commerce transfrontalier. Néanmoins, l'accès à des aliments abordables et nutritifs est hors de portée de nombreuses femmes et filles. Les faibles niveaux de revenus et d'éducation, les normes sociales, les lois et les pratiques discriminatoires telles que celles révélées par l' [Indicateur des institutions sociales et de l'égalité femmes-hommes \(SIGI\)](#), sont à l'origine de l'insécurité alimentaire des femmes. Ces inégalités limitent leur droit de propriété sur des biens tels que la terre, l'eau et l'énergie, l'accès aux services financiers, au capital social, à l'information et aux technologies, ainsi qu'aux intrants et services agricoles. La double charge qui pèse sur les femmes pour équilibrer les exigences de la production agricole, du travail domestique et de soin non rémunérés, aggrave ces inégalités.

Plus de 40 % des femmes en âge de procréer souffrent d'anémie à travers 14 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, ce qui entraîne une morbidité maternelle et infantile et compromet l'autonomisation économique des femmes. L'obésité, qui était pratiquement inconnue dans la région dans le passé, touche plus de femmes que d'hommes. Le retard de croissance, une mesure de la malnutrition chronique, a souvent ses origines *in utero* en raison, par exemple, d'une mauvaise nutrition maternelle. De même, les femmes en surpoids ou obèses risquent davantage de donner naissance à des bébés plus lourds, ce qui les expose à un risque plus élevé de surpoids et d'obésité à l'âge adulte.

Le Programme d'action de Beijing de 1995 a reconnu l'intégration de la dimension de genre comme une stratégie indispensable pour atteindre l'égalité des sexes, y compris dans le domaine de la sécurité alimentaire. Vingt-cinq ans plus tard, de nombreuses réponses ont encore tendance à fonctionner en silos et à se concentrer trop étroitement sur l'amélioration de la capacité d'action des femmes ou de leur accès à l'information, par exemple, au lieu de s'attaquer aux obstacles sociaux, structurels et institutionnels qui entravent la sécurité alimentaire et nutritionnelle des femmes et des filles. En outre, bien souvent, les politiques n'incluent pas les hommes et les garçons, alors qu'il est essentiel de comprendre les facteurs qui sous-tendent leurs motivations et leurs comportements pour s'attaquer aux obstacles sociétaux à l'égalité femmes-hommes. Le principal défi consiste à élaborer des réponses politiques inclusives qui s'attaquent à ces barrières. Cela pourrait contribuer à ouvrir la voie à un changement plus durable et transformateur au sein du système alimentaire ouest-africain et à alimenter les progrès vers la réalisation non seulement de l'objectif « faim zéro » (ODD 2) mais aussi de celui « égalité des sexes » (ODD 5) et des autres ODD.

OBJECTIF

En s'appuyant sur votre expérience et votre expertise, nous aimerions identifier des exemples concrets et prometteurs de programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui intègrent la dimension de genre, ainsi qu'explorer et discuter les principaux enseignements tirés. Les résultats de la discussion seront publiés dans un rapport.

QUESTIONS-CLÉS

- 1. Quelles sont les caractéristiques du manque d'intégration de la dimension genre dans les programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région ?**
 - ▶ Que signifie en pratique « intégrer la dimension genre » dans les politiques et programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle ?
 - ▶ Comment peut-on améliorer la disponibilité des données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ventilées par sexe ?
 - ▶ Comment les systèmes d'alerte précoce peuvent-ils mieux intégrer l'analyse genre ?
- 2. Quels sont les principaux enseignements tirés et quelles sont les bonnes pratiques en matière de programmation intégrant le genre dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ? Quels sont les facteurs de réussite et comment les déployer à une plus grande échelle ?**
 - ▶ Les transferts monétaires peuvent-ils atténuer l'insécurité alimentaire et renforcer l'égalité femmes-hommes ? Quelles mesures spécifiques doivent-elles être prises pour garantir que les transferts monétaires donnent des résultats équitables pour les femmes et les hommes, indépendamment de leur sexe ?
 - ▶ Des recherches récentes montrent que la Covid-19 risque d'exacerber le déséquilibre entre les femmes et les hommes en termes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle à l'échelle mondiale. Quelles mesures peuvent-elles être prises pour prévenir les atteintes les plus graves à l'autonomisation économique des femmes en général et surtout à celle des femmes rurales ?
- 3. Que peut-on faire pour attirer l'attention des organes décisionnels de la région sur les programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle intégrant la dimension genre ?**
 - ▶ Y a-t-il des enseignements à tirer d'autres régions ?
 - ▶ Comment peut-on donner aux femmes les moyens d'exercer leurs droits et de participer activement aux instances de décision ?

IMPLIQUEZ-VOUS ! Participez à notre discussion...

www.wikigender.org/fr

en vous inspirant des questions ci-dessus du **28 septembre au 9 octobre 2020**.

Connectez-vous avec Twitter, Facebook ou Google et postez un commentaire sur la plateforme Wikigender en français, anglais ou espagnol.

Invitez vos collègues...

vos réseaux et contacts qui pourraient être intéressés à participer !

Postez...

vos contributions sur les réseaux sociaux en utilisant les hashtags :

#FaimZéroPourElles et #CommunicatingGender

Identifiez-nous avec : @Wikigender, @SWAC_OECD et @OECD_Centre.

RÉFÉRENCES

- Allen, T., P. Heinrigs et I. Heo (2018), « Agriculture, alimentation et emploi en Afrique de l'Ouest », *Notes ouest-africaines*, N° 14, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/56d463a9-fr>.
- Bouchama, N. et al. (2018), « Les inégalités de genre dans les institutions sociales ouest-africaines », *Notes ouest-africaines*, N° 13, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/7357808d-fr>.
- OCDE (2019), *Rapport global SIGI 2019 : Transformer les défis en opportunités*, Social Institutions and Gender Index, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/bc56d212-en>.
- OCDE/CSAO (2019), « L'anémie chez les femmes - défi inquiétant », *Maps & Facts* N° 78, Paris, www.actualite-ouest-africaine.org/content/fr/l%E2%80%99an%C3%A9mie-chez-les-femmes-d%C3%A9fi-inqui%C3%A9tant.
- Pepper, A. (2019), « Intégrer l'analyse sexospécifique dans les systèmes d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest », *Notes ouest-africaines*, N° 24, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/d02dfd6b-fr>.